

ACCAPAREMENTS DE TERRES À MAIN ARMÉE

Des milliers de familles sont violemment expulsées de leurs fermes pour laisser la place aux plantations de sociétés étrangères à Kiryandongo, en Ouganda



Maisons au milieu de la plantation de canne à sucre. Crédit : Witness Radio

Trois sociétés multinationales – Agilis Partners, Kiryandongo Sugar Limited and Great Season SMC Limited – sont impliquées dans des accaparements de terres, des expulsions violentes de personnes hors de leurs habitations et à l'origine d'innombrables humiliations et du désespoir de milliers de familles demeurant dans le district de Kiryandongo, en Ouganda. Les accaparements de terres ont lieu sur des ranches nationaux abandonnés, qui ont été habités et cultivés depuis longtemps par des personnes arrivées dans la région après avoir fui la guerre ou des catastrophes naturelles dans les régions avoisinantes. Les populations locales sont déplacées sans préavis, alternatives, ni même négociations et tentent à présent désespérément de sauver leurs maisons et leurs vies.



Apio et sa famille, assis devant leur maison. En arrière-plan, à quelques enjambées de leur maison, commence l'immense plantation de canne à sucre. Crédit: GRAIN

Sarah Apio est une habitante de Kikungulu, dans la paroisse de Kitwara, dans le district de Kiryandongo en Ouganda. Elle et son mari, Olupot James, vivent avec leurs neuf enfants sur une portion de terrain appelée "Ranch 28". Le 1er janvier 2017, Kiryandongo Sugar Company Limited a informé les habitants du Ranch 28 et de trois autres "ranches" qu'elle avait acheté les terres et qu'ils allaient devoir partir.

La famille d'Apio est l'une des rares qui est encore là, mais leur maison est à présent complètement entourée par des plantations de canne à sucre et n'a plus de terre où faire pousser de la nourriture. Apio doit faire "intrusion" dans la plantation juste pour aller chercher de l'eau. Quand elle le fait, elle est à la merci des vigiles de la compagnie, qui ont déjà tenté de violer sa fille à plusieurs reprises.



Un jeune garçon avec les allergies et infections qu'il a développé après avoir mangé la canne à sucre de la plantation de Kiryandongo Sugar. Crédit: GRAIN

La faim est permanente dans sa famille, et, récemment, elle est devenue insupportable, Apio dit qu'elle n'a pas eu d'autre choix que de prendre un peu de canne à sucre de la plantation comme nourriture.

“Depuis que nous avons mangé la canne à sucre avec mes enfants, nous avons beaucoup de problèmes de santé” raconte Apio. “Un de mes enfants a l'estomac qui gonfle et il souffre de maux de tête constants. Un autre enfant a le souffle court et des éruptions cutanées sur tout le corps.”

L'histoire tragique d'Apio est celle de la majorité des résidents de la paroisse de Kitwara, dans le district de Kiryandongo, dont les vies, les champs et les maisons ont été détruits pour faire de la place aux trois projets d'agrobusiness géants soutenus par le gouvernement.¹

1. Les informations présentées dans ce rapport sont principalement basées sur des témoignages et d'autres évidences récoltées lors de nombreuses visites à Kiryandongo et par le biais d'échanges réguliers entre des leaders de la communauté et Witness Radio depuis juin 2018, ainsi que par une série d'entretiens menée par GRAIN et Witness Radio avec des membres de la communauté et des leaders en mars 2020.

L'invasion de l'agrobusiness

Kiryandongo Sugar Limited fut la première à arriver, en 2017, avec son grand projet de plantation de canne à sucre de 2 400 hectares. Les documents d'enregistrement de la société montrent que celle-ci appartient à des membres de la famille Rai, qui, via leur société de portefeuille basée à l'Île Maurice, Rai Group, possède de nombreuses entreprises sucrières et d'autres entreprises forestières et d'agrobusiness en Afrique de l'Est et australe. Peu après, deux autres sociétés sont arrivées : Great Season SMC Limited, une compagnie basée à Dubaï connue pour appartenir à des hommes d'affaires soudanais, qui met en place une plantation de café de 1 165 hectares, et Agilis Partners, une société détenues par des hommes d'affaires états-unis et soutenues par plusieurs agences de développement étrangères et des investisseurs avec “impact social” qui établissent une grande exploitation céréalière d'environ 3 850 hectares. On estime à 35 000 le nombre de personnes à avoir été expulsées pour laisser la place à ces trois projets de plantation.

Encadré 1 : Qui se cache derrière les accapareurs de terres?

Les trois sociétés qui accaparent des terres à Kiryandongo sont Kiryandongo Sugar Limited, Great Season SMC Limited et Agilis Partners.

Kiryandongo Sugar appartient aux membres de la puissante famille Rai, un groupe commercial qui possède de nombreuses plantations et sociétés agroalimentaires, métallurgiques et forestières en Afrique de l'Est et australe. Durant la dernière décennie et demi, Rai Group est devenu l'un des plus gros acteurs du continent en ce qui concerne la production et l'exportation de sucre.² Plusieurs de ses entreprises sucrières sont impliquées dans des conflits fonciers, dont le cas de déplacement de 5 000 personnes par Hoima Sugar Limited à Kijayo, en Ouganda. Dans la région du marais de Yala, au Kenya, la famille est en phase d'établir une plantation de canne à sucre sur les terres contestées anciennement occupées par la société états-unienne Dominion Farms.³ La principale société de portefeuille de la famille est basée dans le paradis fiscal de l'Île Maurice, où l'un des membres de la famille listés parmi les propriétaires de Kiryandongo Sugar possède une entreprise aux Îles Vierges britanniques, qui figure dans la base de données des Panama Papers.

On ne sait que peu de choses sur Great Season SMC Limited. Quelques résidents de Kiryandongo racontent avoir entendu dire que la société appartient à des hommes d'affaires soudanais, basée à Dubaï, et agit comme un intermédiaire pour les fonds du dictateur déposé Omar al-Bachir. Les registres de l'entreprise indiquent seulement qu'elle appartient à un certain Yasir Adam Ahmedai Abdalla.

Agilis Partners appartient aux jumeaux Phillip Prinz et Benjamin Prinz, des États-Unis. En 2013, les frères ont créé Joseph Initiative, une société de commerce de maïs qui s'approvisionne auprès d'un réseau d'agriculteurs sous-traitants du district de Masindi qui avaient auparavant des contrats de production pour British American Tobacco. Joseph Initiative a reçu des soutiens financiers de plusieurs sources. En 2013, elle a reçu un investissement en capital de 1,5 million \$US de la famille milliardaire néerlandaise De Rijcke, par le biais de son organisme de bienfaisance, enregistré au Royaume-Uni, la Dutch Oak Tree Foundation, et DOB Equity (DOB Foundation), un fonds de placements privé qui gère les investissements "caritatifs" de la famille De Rijcke. En 2017, Dutch Oak Tree a vendu ses parts minoritaires chez Joseph Initiative à Agilis Partner, mais est restée impliquée dans la société par le biais d'un prêt qui arrive à échéance en 2022.⁴

En 2013, Joseph Initiative a également reçu un prêt de 500 000 \$US du Fonds commun pour les produits de base (FCPB) des Nations Unies, via le fonds fiduciaire néerlandais mis en œuvre par le ministère de la Coopération au développement des Pays-Bas pour soutenir des projets liés au FCPB avec des contributions de co-financement.⁵ Et en 2014, le Programme de commerce alimentaire financé par le Département du développement international britannique a accordé à Joseph Initiative 981 311£ (1 280 59 \$US), dans le cadre d'un projet sur trois ans.

En 2014, les frères Prinz ont fait un pas pour aller au-delà du négoce et investir dans l'agriculture. Ils ont enregistré une nouvelle société ougandaise, Asili Farms Limited, en tant que filiale d'Agilis Partners, et ont créé deux exploitations agricoles : Asili Farms Kinumi et Asili Farms Butobi. Une année plus tard, ils ont aussi établi une nouvelle société ougandaise, qui semble être liée à l'agrandissement à une troisième exploitation,

2. Les exploitations sucrières de Rai Group comprennent Hoima Sugar Limited et Kinyara Sugar en Ouganda et West Kenya Sugar Company, Kabras Sugar et Sukari Industries au Kenya. Voir : «Rai family, the empire that decides how sweet your tea is,» Daily Nation, 18 mars 2020: <https://www.nation.co.ke/news/Rai-family—the-empire-that-decides-how-sweet-your-tea-is/1056-4623146-qhb1kn/index.html>; "Rai Group sugar project worth \$300m yet to be approved," East African, 28 janvier 2018: <https://www.theeastafrican.co.ke/rwanda/Business/Rai-Group-sugar-project-yet-to-be-approved/1433224-4281960-gx4o79/index.html>; "Fresh dispute rocks planned Yala swamp takeover," The Nation, 28 janvier 2020: <https://farmlandgrab.org/29435>.

3. «Fresh dispute rocks planned Yala swamp takeover,» The Nation, 28 janvier 2020: <https://farmlandgrab.org/29435>

4. «DOB Equity sells shares in Joseph Initiative», AVCA, 12 septembre 2017: <https://www.avca-africa.org/newsroom/member-news/2017/dob-equity-sells-shares-in-joseph-initiative/>

5. Rapport annuel du FCPB, 2018 (p.50): https://issuu.com/symsign/docs/cfc_ar_2018

Drei Asili Ltd.⁶ Les activités agricoles de Kiryandongo sont gérées par une autre filiale, Agilis Ranch 20 & 21 Investment Company (Uganda) Limited.

En 2015, Asili Farms a reçu un prêt de 1,2 million \$US du Fonds commun pour les produits de base (FCPB), dont la majorité du prêt (1 million \$US) est accordée par l'intermédiaire du Fonds de l'OPEP pour le développement international. Le contrat de prêt a été signé en février 2017 et une première tranche de fonds a été versée en mai 2017. Le FCPB stipule que le prêt a été accordé "pour poursuivre l'expansion d'activités commerciales agricoles".

Un autre bailleur clé d'Agilis est le fonds spéculatif anglo-suisse Scipion Capital. Il a fourni à Agilis des facilités de financement des exportations à court terme et un "prêt à terme" qui, selon lui, a permis à Agilis "d'acquérir 6 000 hectares de terre, de cultiver cette terre et de faire l'acquisition de nouveaux bâtiments et machines."⁷

La structure d'entreprise d'Agilis Partners est complexe pour une société qui se consacre simplement à l'agriculture et au négoce de céréales en Ouganda. Selon un dépôt auprès du SEC américain (U.S. Securities and Exchange Commission, l'organisme fédéral américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers), une de ses sociétés Agilis Partners est enregistrée dans le paradis fiscal des Îles Caïmans.⁸ On trouve aussi Agilis Partners Holding LLC, inscrite au paradis fiscal du Delaware, États-Unis, qui est l'actionnaire d'Agilis Partners (Luxembourg). Cette société du Luxembourg a reçu un apport en numéraire de 11 millions \$US en 2016, lorsqu'elle a pris des parts dans une autre filiale de la société, Agilis Partners Ltd, enregistrée dans le paradis fiscal des Seychelles.

6. Asili Farms semble avoir reçu des soutiens d'AlphaMundi une société suisse d'investissement d'impact. Voir la vidéo promotionnelle produite par Asili Farms et AlphaMundi sur les activités d'Asili Farms, «Asili Farms AlphaMinute,» décembre 2016: <https://www.youtube.com/watch?v=ibC9AhaFXkg>

7. Voir cette publication d'un employé de Scipion Capital en 2019 sur LinkedIn https://www.linkedin.com/posts/cfstorey_scipion-capital-ltd-is-working-with-the-activity-6569579259382366208-w_R_ ainsi que le site Internet de Scipion Capital : https://www.linkedin.com/posts/scipion-capital_ace-press-release-ugcPost-6588440529644597248-5bld. Scipion se présente comme un "financier" d' Agilis here: https://www.linkedin.com/posts/scipion-capital_ace-press-release-ugcPost-6588440529644597248-5bld

8. Agilis Par <https://www.business-humanrights.org/sites/default/files/documents/Response%20to%20Business%20%26%20Human%20Rights%20Resource%20Centre%20-%2018%20May%202020.pdf> ners, "Response to Business & Human Rights Resource Centre," 18 mai 2020:

"Ils nous ont volés et expulsés avec des armes", raconte Florence Nassaka, 60 ans, une habitante du village de Canaan qui a été expulsée par Agilis Parnters. "Quel genre de développement est-ce qu'ils amènent? Est-ce qu'ils nous donnent un peu de ce maïs que vous voyez là-bas? Essayez de marcher dans ce champs de maïs et de cueillir ne serait-ce qu'un épi, vous verrez bien ce qu'il va vous arriver! C'est seulement pour l'homme blanc. Le pire, c'est que les autorités à Kiryandongo ne nous ont pas du tout aidés; elles se sont contentées de se servir de l'argent de l'homme blanc et sont passées à autre chose."

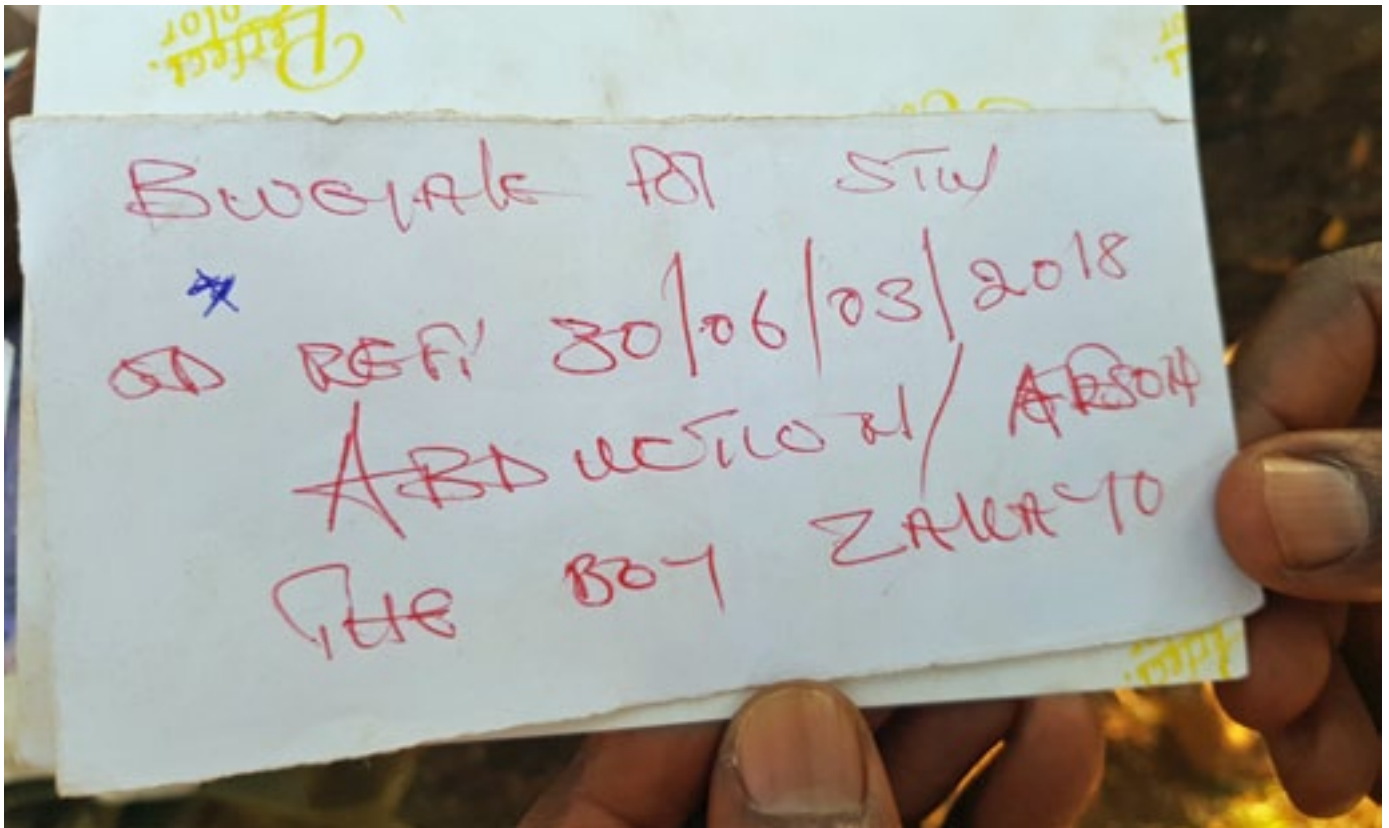
Le contexte d'un accaparement de terres

La crise alimentaire et financière mondiale de 2007-2008 a provoqué une ruée sur les terres arables en Afrique. Depuis lors, les gouvernements africains ont signé des centaines de contrats avec des sociétés

étrangères pour des projets d'agrobusiness couvrant plus de 10 millions d'hectares de terres. Les effets sur les communautés locales ont été brutaux. Elles ont perdu leurs terres, leurs forêts et leurs sources d'eau, et ont souffert d'une répression violente, d'insécurité alimentaire et de toutes sortes de maux sociaux.⁹

Une grande partie des terres saisies par les gouvernements et les entreprises sont occupées par des communautés ne bénéficiant que de très peu de moyens légaux

9. Voir AFSA, «Les tendances politiques et les nouvelles opportunités de renforcement des droits fonciers communautaires en Afrique,» novembre 2017: <https://afsafrika.org/etude-des-politiques-foncieres-les-tendances-politiques-et-les-nouvelles-opportunités-de-renforcement-des-droits-fonciers-communautaires-en-afrique/?lang=fr> et GRAIN, "Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact", juin 2016 : <https://grain.org/fr/article/5508>



Le numéro de référence d'un rapport déposé par un des membres de la communauté au poste de police. Crédit: GRAIN

ou politiques pour résister, telles que des communautés de migrants. Par exemple, en 2010, le gouvernement tanzanien a offert des terres à la société d'agrobusiness états-unienne AgriSol, qui étaient occupées et cultivées depuis près de quarante ans par plus de 160 000 réfugiés du Burundi.¹⁰ Pour les mêmes raisons, les gouvernements et les compagnies ont visé des terres qui avaient été par le passé attribuées comme des concessions mais qui ont été abandonnées ou jamais développées par les concessionnaires. Bien que ses terres aient été depuis réoccupées et cultivées par les communautés locales, les gouvernements comme les sociétés se servent des anciens contrats de concession comme base pour vendre les terres à des nouvelles sociétés. Il existe de nombreux cas où cela s'est produit de la sorte avec les anciennes concessions de plantation de palmier à huile, en Afrique de l'Ouest et centrale.¹¹ Dans le district de

10. Oakland Institute, 2012: Understanding land investment deals in Africa. Lives on hold: The impact of AgriSol's land deal in Tanzania. Disponible ici <https://www.oaklandinstitute.org/iowa-company-linked-refugee-abuses-tanzania>

11. L'Alliance contre les plantations industrielles en Afrique de l'Ouest et du Centre, «En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme» septembre 2019 : <https://grain.org/fr/article/6326>

Kiryandongo, à l'ouest de l'Ouganda, ces deux facteurs sont à l'oeuvre. (Encadré 2: le district de Kiryandongo).

Beaucoup de familles qui vivent maintenant à Kiryandongo descendent des familles venues dans la région dans les années 1930 pour l'agriculture.

"Je suis né ici le 25 février 1942, et élevé ici par feu mzee Kamiri Kajura. Mes frères et sœurs et moi sommes restés ici depuis l'enfance," raconte Bakaikara Edward, 78 ans, un habitant du village de Kabota, dans le sous-comté de Kitwala, dans le district de Kiryandongo, qui est actuellement menacé d'expulsion par Kiryandongo Sugar Limited.¹² "Nous cultivions et vivions sur 400 hectares en tant que famille, composée des sept épouses de mon père et de 29 enfants. Au moment où il est décédé, en 1995, nous avons établi des familles, de l'agriculture commerciale et créé un lien fort avec la terre. Avant que mon père ne meurt, il avait retranché 200 hectares de ses terres et me les a transférés tandis que j'épousai ma première femme. Je me suis installé sur ce terrain et l'ai développé. Comme agriculteur, je cultivais du maïs, du manioc et toutes forme de culture vivrière autant pour la vente que pour la maison."

12. Extrait d'une déclaration sous serment, 2020.

Encadré 2 : le district de Kiryandongo

Le district de Kiryandongo se situe à l'ouest de l'Ouganda, à environ 225 kilomètres de la capitale ougandaise, Kampala. Il a été créé en juillet 2010, après avoir été retranché du district de Masindi. Le district s'étend sur 3 624 km², dont 1 747 km² sont des terres arables.¹³ La région est généralement chaude, mais les sols et le climat restent propice à l'agriculture et à l'élevage.

Le district fait partie de la sous-région de Bunyoro, et le runyoro est la langue dominante dans la région. Cependant, d'autres langues, telles que le luganda, le swahili, le runyankore, le lugisu et l'anglais sont aussi largement employées. Le nombre de langues parlées témoigne de la diversité de la population de Kiryandongo et de l'histoire des migrations vers la région.

13. Autorité d'investissement de l'Ouganda. Profil d'investissement du district de Kiryandongo. Disponible sur https://www.ugandainvest.go.ug/wp-content/uploads/2019/06/UNDPUG1720-DistrictProfile_Kiryandongo.pdf

Au fil des années, de plus en plus de monde, fuyant la guerre et les catastrophes naturelles, est venu d'autres parties d'Ouganda et des pays avoisinants pour s'installer dans la région. Ils sont Acholi, Masaaba, Luos du Kenya, Congolais et Soudanais du Sud, Dinkas, Kuku, Nuer, Kakwa, Madi, et Siluk.

Joseph Walekula est l'une des nombreuses personnes à être venue à Kiryandongo à cause des glissements de terrain dans leur région natale de Mbale, dans le district de Bududa, en Ouganda. Il s'est installé dans le district en 2012 et a été logé au sein d'une famille qui vivait sur ce terrain depuis plus de 40 ans.

"La plupart d'entre nous avons déménagé de Bududa à cause des glissements de terrain. Certains ont été relogés par le gouvernement et ont reçu de la terre. Moi, à l'inverse, je me suis déplacé seul et j'ai raté les allocations de terres du gouvernement à Kiryandongo", explique Joseph. "J'ai déménagé à Kiryandongo et je me suis démené et j'ai travaillé dur pour me construire un nouveau chez moi. Il y a encore beaucoup de problèmes de glissements de boue et de terrain à Bududa."

Mais les terres de Kiryandongo n'ont pas intéressé uniquement les petits paysans. À la fin des années 1970, le président d'alors, Idi Amin Dada, déclara qu'environ 3 800 hectares à Kiryandongo étaient des terres appartenant au gouvernement et partitionna alors ces terres en ranches de plusieurs centaines d'hectares chacun. En 1975, le gouvernement accorda alors un bail sur plusieurs de ces ranches à une société ougandaise appelée Sodari Livestock Enterprises. Elle commença à y élever un peu de bétail et des moutons, mais lorsque la guerre éclata dans le pays en 1979, la compagnie abandonna le projet et mis un terme à ses activités.

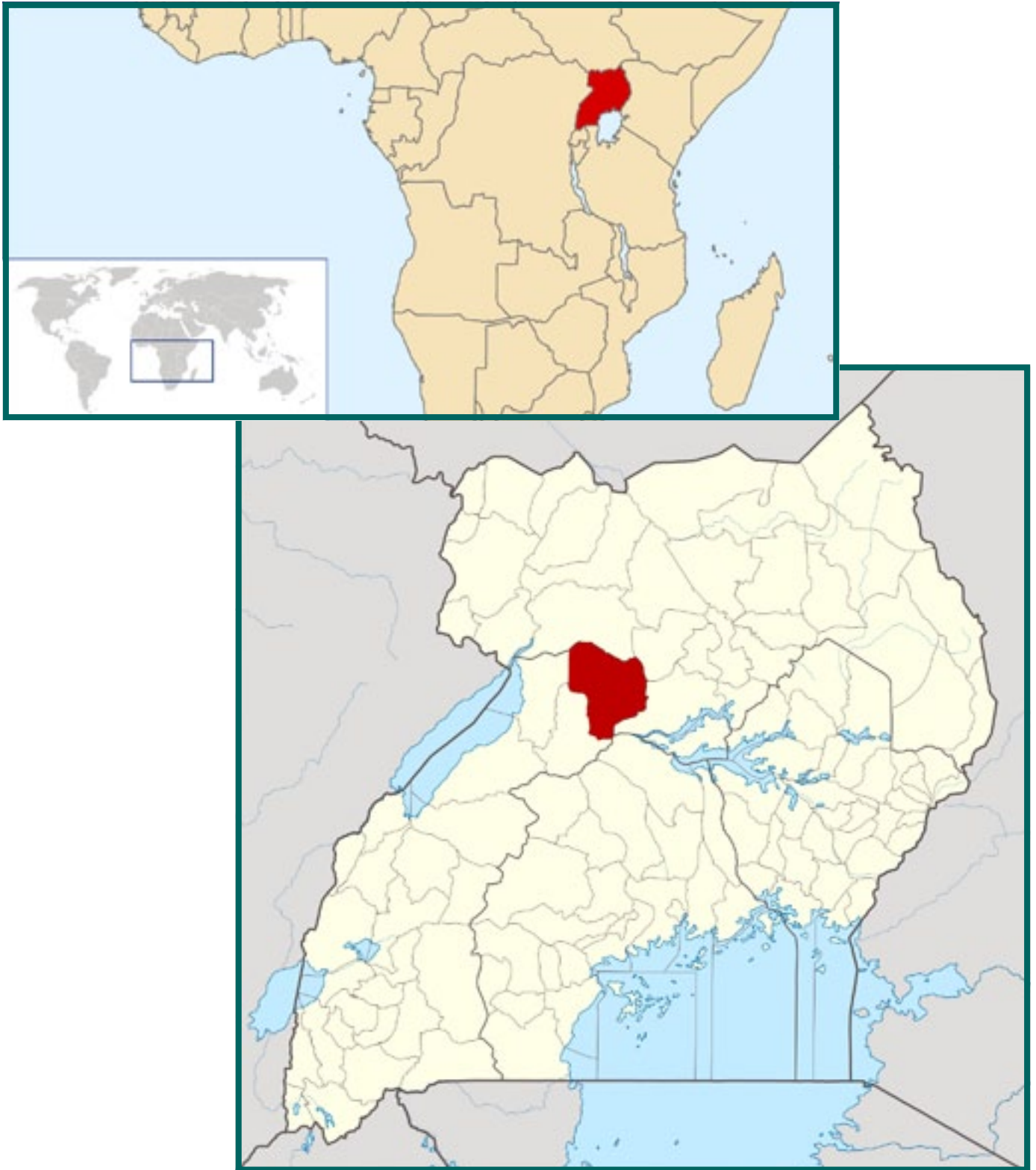
De nombreux habitants, certains dont les familles vivent dans la région depuis les années 1930, n'étaient

même pas au courant qu'un bail concernant leurs terres avait été donné à Sodari. Singoma David, un habitant de 83 ans du sous-comté de Kisaranda, qui vit et cultive une étendue de terre dont il a hérité de son père et qui fait à présent partie du Ranch 21B, dit n'avoir entendu parler du bail à Sodari que par le biais d'une rumeur en 2013.

D'autres, déplacés par les opérations de Sodari, ont été relocalisés dans une zone des rives du Nil, que Sodari prétendait leur avoir réservée dans le cadre de son contrat de location. "Le propriétaire nous a dit avoir 1 165 hectares à disposition près du Nil et que si nous pouvions nous auto-organiser et travailler avec lui, il serait heureux que nous nous y rendions et y restions" raconte Baryaija Benon, un des habitants de la région à avoir déménagé dans la zone de relocalisation.

Pendant plusieurs années, après que Sodari soit parti, les terrains sont restés nus. Des forêts et des arbustes ont poussé, et des gens ont fini par s'installer sur ces terres pour les défricher afin de les cultiver. De nombreuses familles ont même été relocalisées dans la région par le gouvernement entre 1995 et 1998, dans le cadre d'un programme de restructuration des ranches. Ils ont formé une association appelée Nyamalebe Farmers' Association - à présent connue sous le nom d'Umoja Farmers' Association. Par le biais de cette association, ils se sont inscrits pour formaliser leur séjour sur ces terres et ont suivi la procédure légale du gouvernement.

Nous avons commencé par les bureaux du Conseil local (LC) 1 et avons continué par tous les LC et par le Commissaire de district résident (RDC) [le représentant du président au sein du district] et nous avons obtenu tous les papiers, et ils ont également convenu avec nous que nous devrions rester sur ces terres" relate Joseph Walekula, qui est le président de l'association



Carte d'Ouganda (en haut) et du district de Kiryandongo (en bas). Source: Wikipedia

Umoja Farmers. "Nous avons amené ces papiers à la ministre des terres d'alors, Aida Nantaba, et elle nous a également écrit une lettre nous informant qu'ils allaient venir à Kiryandongo. Ensuite, la ministre Nantaba a pris des dispositions et a fait venir une équipe des différents ministères concernés par notre affaire... Ils ont

visité tous les ranches et ont tenu des réunions à trois endroits: Kabong, Kapapula et Kimogola. Avec eux, étaient présents des représentants des forêts, des RDC, des membres du parlement de la région, le Conseil local 5 (LC5), des personnes de l'environnement, des terres et du bureau du procureur général. Ils sont arrivés à la



Bakaleke Joseph, le commandant de la police du district de Kiryandongo (à l'extrême droite), avec d'autres policiers lors d'une expulsion. Crédit : Archives des membres de la communauté

conclusion que les personnes sur ces terres y étaient de manière légale. Ils ont rédigé le rapport et nous ont ramené ces documents nous permettant de rester sur ces terres jusqu'à ce que le gouvernement prenne une décision. Au niveau du gouvernement, nous ignorons ce qui s'est passé après cela."

C'était en 2013. Cependant, tandis que les paysans d'Umoja attendaient une réponse du gouvernement à leurs revendications territoriales formelles, eux-mêmes et les communautés avoisinantes à Kiryandongo n'étaient pas au courant que d'autres acteurs conspiraient pour leur prendre ces terres. Ils ne se doutaient pas qu'un accord concernant une grande partie de leurs terres était en cours de signature avec Kiryandongo Sugar. Ou que Sodari, une société qui avait abandonné son projet d'élevage près de 40 au préalable, était en passe de transférer ses terres à la société états-unienne Agilis Partners. Ni que Great Season Limited était en train d'acquérir les terres de réinstallation où les communautés déplacées par le projet de Sodari vivaient et cultivaient à présent en paix.

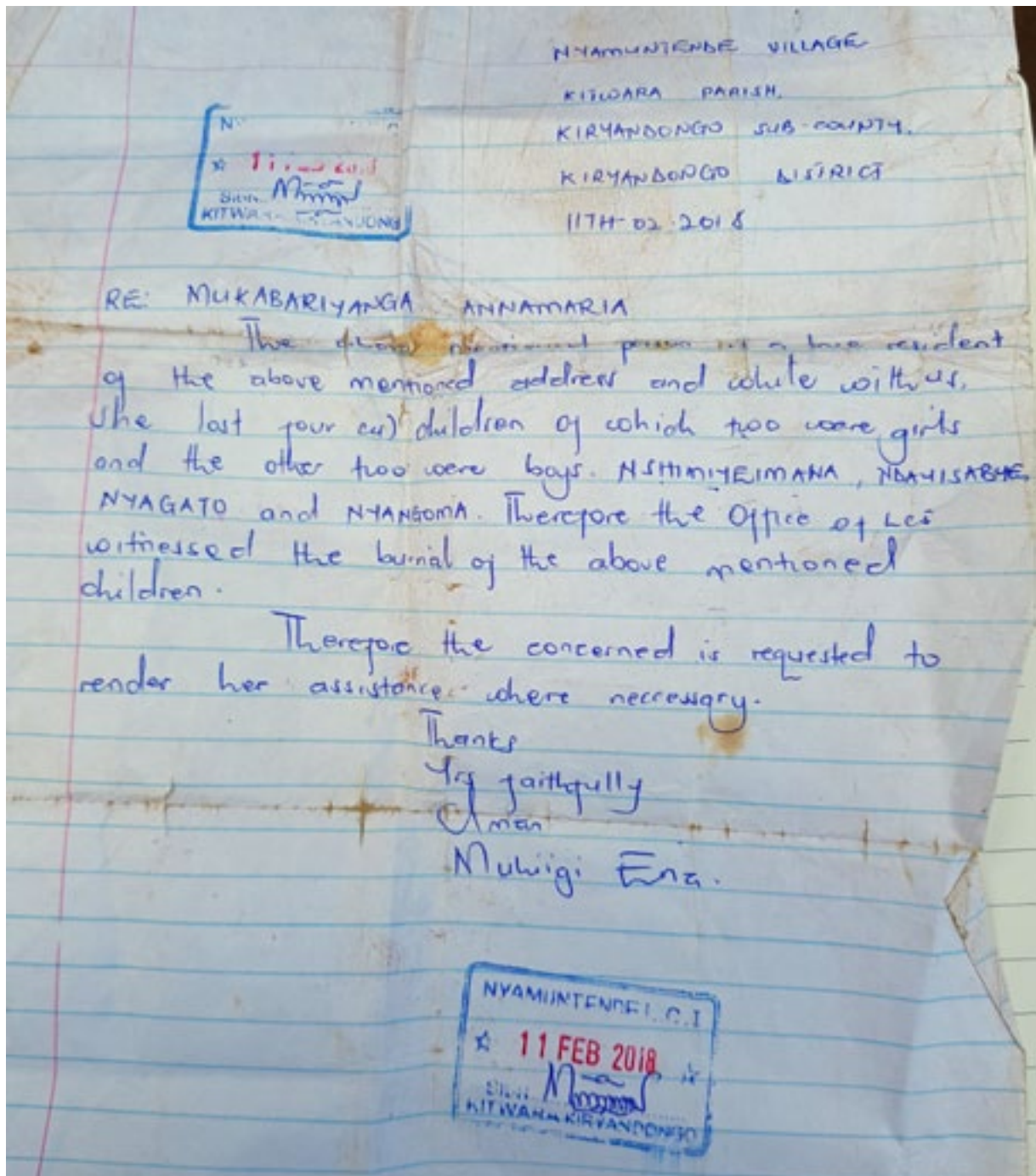
La ruée des sociétés étrangères

Les habitants de Kiryandongo possèdent une longue tradition d'accueil de nouveaux arrivants dans la région.

Ainsi, lorsque ces trois entreprises étrangères sont arrivées en parlant des nouveaux projets agricoles qu'ils allaient poursuivre sur ces terres, les populations locales furent d'abord ouvertes.

"En réalité, nous sommes accueillants, surtout s'ils vont favoriser le développement", affirme Joseph Walekula. "Ils avaient seulement besoin de venir en bonne et due forme, de prendre les prédispositions nécessaires, de faire acquisition des terres d'une manière appropriée et de prendre en compte les communautés qu'ils trouvaient sur les ranches, au moins de nous laisser une partie des terres. Cela aurait été une situation gagnant-gagnant, mais quand ceux-là sont arrivés, ils voulaient une situation gagnant-perdant, où ils seraient les vainqueurs et les communautés les perdants."

La situation s'est rapidement dégradée. D'après des membres de la communauté locale, en avril 2017, Agilis Partners ont acquis les terres qu'ils cultivaient sans qu'ils en soient informés. Ceux qui vivaient sur le territoire concerné disent n'avoir pris connaissance du contrat que plusieurs mois plus tard lorsque le président du Conseil local cinq (LC5) et le membre du parlement local (MP) organisèrent des rassemblements dans les centres de commerce de Kanani et Kapapula en octobre 2017. C'est à ce moment qu'ils ont annoncé



Une lettre de Mukabariyanga Anamario, elle a été écrite par les leaders de sa communauté pour l'aider à obtenir une indemnisation (lettre partagée par Anamario).

aux communautés que les terres appartenaient au gouvernement, que ces terres avaient été vendues à des sociétés pour du développement et que celles-ci indemnifieraient les victimes et respecteraient toutes les conditions préalables à l'expulsion.

Après cet incident, les membres de la communauté ont décidé de s'auto-organiser. Ils ont commencé par nommer des membres importants de la communauté pour les guider dans cette recherche de la vérité sur l'accaparement des terres.

"Nous avons immédiatement lancé des réunions de consultation et la première porte à laquelle nous avons frappé fut celle du membre du Parlement de la région" raconte un des aînés de la communauté. "Lors de cette rencontre, il nous a confirmé que la terre avait été vendue sans preuve (aucun document n'a été présenté). À cet égard, il a toutefois déclaré que les investisseurs indemnifieraient pour les propriétés situées sur le terrain, mais pas pour la parcelle elle-même."

Deux semaines plus tard, après la première rencontre avec le membre du Parlement, l'information a été divulguée qu'une "réunion des parties prenantes" avec l'investisseur aurait lieu dans un hôtel en face des bureaux du district de Kiryandongo. Trois leaders de la communauté ont réussi à s'y introduire. Parmi les participants étaient présents le RDC du district de Kiryandongo, le commandant de police (DPC) du district de Kiryandongo, les conseils régionaux LC 1, LC 3, LC 5, et un homme blanc représentant la société Joseph Initiative qui s'est présenté sous le nom de Phillip Prinz. D'après les membres de la communauté, ce fut la première fois qu'ils virent quelqu'un de Joseph Initiative, qui appartient à Agilis Partners.

Les membres de la communauté présents lors de cette réunion rapportent que Phillip Prinz y a présenté une feuille de route qui, d'après lui, mènerait au développement du territoire. Il a mentionné un nombre de mesures dont l'enregistrement de tous les occupants légitimes, des évaluations, des réunions consultatives, des indemnisations et la réinstallation. D'autres promesses comprenaient des formations pour les paysans sur la gestion et la conservation des semences, la construction d'hôpitaux et de routes et un investissement total de plus d'un milliard de shillings (275 000 \$US). Prinz a promis des emplois pour les membres de la communauté et a même montré des échantillons de sacs de 5 kg de farine de maïs, en disant que c'est ce qu'ils allaient fournir aux communautés affectées.

La délégation de trois personnes a demandé à savoir quel était le plan de compensation pour les membres des communautés affectées et a posé une série d'autres questions précises sur les moyens violents utilisés pour saisir leurs terres.¹⁴ Il est dit que Prinz a répondu en faisant la promesse que sa compagnie évaluerait leurs propriétés sur les terres et offrirait une compensation adéquate à chacun. Il aurait également promis de payer 500 000 UGX supplémentaires (environ 131 \$US) pour le débroussaillage. Les leaders de la communauté rapportent que ces promesses n'ont jamais été tenues.

Peu de temps après cela, fin novembre 2017, le membre local du Parlement invita dix leaders de la communauté à une réunion au centre de commerce de Bweyale. Une fois au lieu de rendez-vous, les leaders de la communauté racontent avoir reçu un appel de membres de la communauté les informant que trois véhicules de police, comptant chacun dix policiers, avaient envahi leurs villages avec un groupe d'une vingtaine d'hommes armés de pangas (des machettes) et

des matraques pour procéder à une invasion en force de leurs terres.

À peine les leaders de la communauté eurent-ils reçu cette information qu'ils se trouvèrent encerclés par la police, arrêté et emmenés au poste de police de Bweyale, d'où ils furent transférés au poste de police central de Kiryandongo, où ils restèrent illégalement détenus pendant 10 jours. Ils furent accusés d'incitation à la violence, de dommages malveillants à la propriété, d'incendie criminel et de vol aggravé. Pendant qu'ils étaient en détention, cinq leaders communautaires supplémentaires, y compris la représentante des femmes au Conseil local 1 (LC1), Akiteng Stella, qui avaient protesté contre l'invasion des terres par la force, furent également arrêtés et détenus dans des cellules de police.

Les leaders de la communauté racontent que lorsque l'invasion des terres fut achevée, des employés d'Agilis Partners, accompagnés d'officiers de police de Kiryando, se sont rendus dans les communautés et ont commencé à intimider et à forcer les membres individuels de la communauté, sous la menace d'une arme, à accepter des paiements d'un montant aussi bas que 300 000 UGX (environ 78 \$US) pour qu'ils quittent leurs terres.

Violents accaparements de terres

Au début de 2017, les habitants du village de Kakoba, dans le district de Kiryandongo entendirent à la radio qu'ils allaient bientôt être expulsés de leurs terres.

"J'ai entendu des avis à la radio comme quoi les gens devraient se préparer à faire évaluer leurs terrains, à recevoir des indemnisations et à quitter le périmètre d'expulsion," relate Bakaikara Edward, 78 ans, habitant du village de Kakoba. "L'annonce a été diffusée pendant deux mois... Aucune réunion, aucune information ne nous ont été données quant à des terres de réinstallation alternatives, pas plus qu'il n'y a eu d'audition publique ou d'évaluation."¹⁵

Ensuite, en mars 2017, des agents et des employés de Kiryandongo Sugar Limited sont descendus dans la région, en compagnie du membre régional du Parlement et d'autres officiels locaux du gouvernement.

"Ils m'ont menacée, ainsi que mes quatre enfants, avec des armes, et nous ont dit que nous devions quitter la maison. J'étais enceinte de huit mois et mon mari était absent. Ils nous ont poussés hors de la maison avec force et j'ai été complètement matraquée dans le dos sans qu'ils ne tiennent compte de ma grossesse. J'ai été jetée au sol par l'un des hommes en charge de l'expulsion et continué à être battue à terre", raconte Mukabariyanga

14. Entretien, mars 2020: Extraits d'un entretien avec Joseph Walekula.

15. Entretien, mars 2020: Extraits d'une déclaration sous serment (2020)



Un membre de la communauté ayant été battu et frappé par un panga lors de l'expulsion. Crédit : archives d'un membre de la communauté

Anamario, 35 ans, une habitante de la zone du Ranch 23. "À cause de la mauvaise blessure qu'ils m'ont infligée, j'ai commencé à saigner pour une durée d'environ cinq jours mais n'ai pas pu me rendre à l'hôpital car je n'avais pas l'argent. J'ai été amenée plus tard à l'hôpital de Kiryandongo par des gens de la région voisine, où je me suis installée après l'expulsion. Malheureusement, mon enfant était mort-né, à cause de la grave chute que j'ai subie durant l'expulsion. Mon dos aussi a été gravement touché, j'ai encore mal."¹⁶

16. Affidavit du tribunal, 2020: Extraits d'une déclaration sous serment

Cette violente répression des villageois à Kiryandongo est souvent menée avec la participation de l'État ougandais. Witness Radio a collecté des preuves que des soldats de la 4^{ème} Division des Forces de Défense Populaires Ougandaises (UPDF), des employés de la police de Kiryandongo et des agents de sécurité d'entreprises privées, telles que Saracen Uganda Limited, qui vient de l'extérieur de la zone, travaillent directement avec Kiryandongo Sugar, ainsi qu'avec Agilis Partners et Great Season, pour mener les expulsions à bien. En dehors de Saracen, les sociétés emploient également des agents de sécurité violents et non formés, qui sont armés de pangas ainsi que d'arcs et de flèches.



Des membres de la communauté au village de Jerusalem, à Kiryandongo, lors d'une rencontre avec des défenseurs des droits humains où ils ont échangé sur leur lutte. En arrière-plan, on peut voir les logements de fortune que leur chef local leur a permis d'ériger pour qu'ils puissent avoir un endroit où rester à court terme. Ils ne sont pas autorisés à construire des structures permanentes comme des toilettes ou des maisons. Crédit : GRAIN

Great Season, par exemple, collabore avec un marchand de terres local du nom de Reuben Mwesigwa, qui leur a vendu les titres fonciers dans la région. Bien que les leaders de la communauté aient vu des documents de l'unité locale de protection des terres du gouvernement à Kibuli, qui prouvent que ces titres sont faux, Mwesigwa a fait usage de ses relations privilégiées avec la police de Kiryandongo pour empêcher les habitants de questionner l'occupation de leurs terres par la compagnie.

Les leaders de la communauté disent que la police a obéi aux ordres de Mwesigwa d'attaquer physiquement les membres de la communauté et d'arrêter et emprisonner arbitrairement des défenseurs des droits à la terre communautaires. Selon eux, le poste de police régional à Kimogola refuse de traiter toute plainte des membres de la communauté affectés par les opérations

de Grand Season et toutes leurs tentatives de porter plainte ont été rejetées. Le 22 mars 2020, Sipiriano Baluma, un habitant du village de Jerusalem, a été arrêté et détenu au poste de police de Kimogola lorsqu'il tentait de déposer plainte contre Great Season à propos de la destruction de ses cultures. Il a plus tard été transféré au poste de police de Kiryandongo où il a été accusé de violation de propriété et libéré sous caution après avoir passé dix jours dans un centre de détention illégal.

De la même manière, le 25 mars 2020, à Nyamuntende, des agents de la société Kiryandongo Sugar, accompagnés de quatre soldats des Forces de Défenses Populaires Ougandaises (UPDF), ont pénétré dans la propriété du défenseur des droits à la terre Richard David Otyaluk avec un tracteur appartenant à l'entreprise et ont labouré ses champs de maïs. Quand Richard David Otyaluk a essayé d'empêcher le tracteur



Une partie des 25 kilomètres carrés de la plantation de maïs d'Agilis juste avant la récolte en janvier 2020. Crédit : GRAIN

de détruire ses cultures, les soldats l'ont placé en détention et l'ont battu. Ils ont aussi battu et détenu le défenseur des droits à la terre James Olupoti qui tentait de photographier l'attaque. Tous deux furent torturés avant d'être transférés au poste de police de Kiryandongo. Ils y ont été détenus pendant sept jours avant d'être accusés de violation de propriété et libérés sous caution.

Une telle violence, constante, a rendu les habitants craintifs à l'idée de parler ou de se défendre.

"Bien sûr, je crains pour ma chère vie et des représailles si ce que j'ai dit ici arrive aux oreilles de ceux qui nous expulsent", dit Benon Baryaija, un des anciens habitants du Ranch 23, où Great Season mène ses opérations. "Ces sociétés ont mis en place un réseau de surveillance pour nous espionner, dans tout ce que nous faisons. Ils ont mené cela à bien en achetant/compromettant tout le monde y compris les autres victimes comme nous. Chaque fois que vous vous exprimez, ils vont venir vous chercher. Si vous allez vous plaindre où que ce soit, vous ne pourrez plus dormir chez vous.

Tandis que je vous parle, maintenant, je ne suis pas chez moi. J'ai essayé de rester mais j'ai été battu, torturé et menacé jusqu'à ce que je quitte les lieux. J'ai perdu ma propriété pour sauver ma vie."

La souffrance des habitants

"Nos cœurs sont brisés. Nos enfants ne vont pas à l'école et nous n'avons pas de nourriture. Nous sommes en colère, très en colère. Et nous avons faim", déclare Joyce Badudu, une des femmes expulsée de ses terres par Kiryandongo Sugar.

Avant l'arrivée des sociétés d'agrobusiness, Badudu et les autres petits paysans de Kiryandongo plantaient des haricots, du maïs, des patates douces, des bananes, des arachides, du manioc et des mangues, et élevaient des cochons, des chèvres et des vaches. Maintenant, de vastes surfaces du territoire sont couvertes de canne à sucre, de café, de soja et de maïs qui sont destinés exclusivement à l'export, tandis que l'une des sociétés concernées, Agilis, produit des céréales pour le Programme alimentaire mondial des Nations Unies.



Lors d'une réunion de femmes très émouvante, une femme montre le formulaire de demande d'indemnisation (le papier jaune) qu'elle a conservé des années dans l'espoir d'obtenir une compensation.
Crédit : GRAIN

“J’avais 23 acres de terre. Une plantation de bananes constituait mon plus gros investissement”, raconte un autre villageois, Agarubanda Emmanuel. “Je cultivais aussi du maïs et du manioc, et faisais pousser de l’igname. J’élevais 60 poulets en plein air, 47 porcs, et des canards en plein air. J’avais aussi fait une clôture en mailles de chaîne pour mes porcs et ces chaînes sont toujours là, bien que la clôture ait été détruite.”

La nourriture a été abondante dans la région, et les gens produisaient même des surplus qui étaient vendus sur les marchés de Kampala. Mais à présent, la faim et la malnutrition sévissent dans les communautés. Sans terres à cultiver, les populations locales se sont tournées vers les emplois des plantations. Kobusingye Jane, une ex-habitante du Ranch 23, raconte que son mari est mort du choc et du chagrin d’avoir été expulsé de leur maison. Avec 12 enfants à élever et éduquer seule,

elle n’a pas eu d’autre choix que d’aller travailler comme journalière sur la plantation de Kiryandongo Sugar, où elle est payée environ 0.50 \$US la journée.

“Ces personnes, qui travaillent dans les plantations de canne à sucre, souffrent réellement. Elles vivent comme des esclaves. Nous nous demandons souvent si ces sociétés sont venues pour appauvrir les Ougandais”, dit Joseph Walekula. “Lorsque nous étions en prison, nous avons demandé à l’un des officiers de police pourquoi il torturait des concitoyens ougandais. Il nous a répondu qu’ils voulaient nous voir souffrir et vivre à la rue. Ça donne l’impression que le gouvernement et ces investisseurs ne cherchent qu’à torturer les Ougandais ordinaires.”

La santé des travailleurs et des populations locales est également affectée par l’emploi massif de produits agrochimiques, ainsi que par la combustion de la



Quelques-unes des maisons démolies. Crédit : Witness Radio

canne à sucre. Les résidents locaux disent que rien n'est fait pour les protéger ou les avertir quand les cultures sont pulvérisées ou brûlées. Les effets de ces produits chimiques sont visibles sur les corps et mettent en danger la santé des femmes et des enfants. Les habitants rapportent également que les plantations ont aussi énormément augmenté la quantité de moustiques dans la région. Pourtant, les sociétés n'ont pas installé de cliniques médicales pour les travailleurs et les populations locales touchés par leurs activités. De plus, plusieurs écoles de la région ont été fermées, car les enfants ne peuvent plus y accéder.

Écoles ayant déjà été détruites

École primaire de Kyabaga Memorial
 École primaire Bright Future
 École primaire Kololo
 École primaire Real Quality
 École primaire Nile View
 École primaire Good Hope
 École primaire God's grace

Pharmacies ayant déjà été détruites

Pharmacie Mark Osunde
 Pharmacie Akweko Munguni
 Pharmacie Otyaluk

Au bord du gouffre

Les communautés font de leur mieux pour défendre leur dignité et pour retrouver leurs vies malgré les menaces et les intimidations qu'elles subissent. Dans le cas d'Agilis Partners, elles ont essayé, avec le soutien de quelques organisations nationales et internationales, de faire pression sur les gouvernements étrangers concernés et sur les sociétés qui soutiennent et financent l'entreprise. En février 2020, elles ont envoyé une lettre ouverte et une pétition aux ambassadeurs du Royaume-Uni, des États-Unis et des Pays-Bas en Ouganda, ainsi qu'au gouvernement d'Ouganda pour mettre un terme aux expulsions et remédier à cet accaparement de terres.¹⁷ Agilis a publié une réponse publique, mais peu de choses ont changé sur le terrain, et les différents gouvernements sont demeurés silencieux.¹⁸

Les communautés tentent également d'obtenir justice devant les tribunaux. Avec le soutien d'une organisation

17. Voir [farmland.org](https://www.farmlandgrab.org/post/view/29484) pour des rapports et en particulier : Open letter to halt land evictions by agribusiness companies in Kiryandongo District, 2020, <https://www.farmlandgrab.org/post/view/29484>

18. Voir «Agilis Partners' Response», Business & Human Rights, 15 avril 2020: <https://www.business-humanrights.org/en/agilis-partners-response>

de défense des droits humains – Witness Radio – et leurs avocats (M^{ES} Kiiza & Mugisha Avocats), les communautés ont porté plusieurs affaires devant la haute cour de Masindi afin d’essayer de bloquer les expulsions. Les affaires sont actuellement en attente de dates d’audience.

Cependant, les expulsions, arrestations arbitraires et violations des droits humains ont hélas continué – même pendant la pandémie de COVID-19, et ce malgré une directive ministérielle de n’expulser personne des terres occupées.¹⁹ Les sociétés ont profité du confinement pour intensifier leur pression sur les populations locales pour qu’elles partent. Des cas ont été rapportés d’Agilis se saisissant du bétail de résidents locaux et de Kiryandongo Sugar bloquant l’accès à l’eau et détruisant les potagers des habitants. Il existe même des cas récents de membres de la communauté qui ont été capturés et torturés par des hommes travaillant pour la compagnie. Dans l’un de ces cas, des hommes travaillant pour Saracen, une entreprise de sécurité privée qui fournit des services à Agilis, sont allés chercher un membre de la communauté chez lui, au milieu de la nuit, et l’ont détenu de force pendant plusieurs jours dans un bâtiment sur le site d’Agilis, où il a été torturé et empêché de contacter sa famille, un avocat ou un médecin.²⁰

Les avocats ont également subi des persécutions de la part des autorités. Le 30 juin 2020, sept avocats – Nafula Elizabeth, Kaijuka Ezron, Tuwayenga Brian,

Buryelali Joan, Muhindo Morgan, Koloa Eric et Marunga Christine, chargés par Kiiza & Mugisha Advocates de recueillir des preuves – ont été arrêtés sur ordre du commandant de police du district de Kiryandongo, Bakaleke Joseph, sous la supervision étroite du directeur d’Agilis, pour cause d’avoir commis un “acte de négligence susceptible de causer la propagation d’une maladie infectieuse”.

“Nous sommes nés en Ouganda, mais l’Ouganda a changé. Nous ne savons pas si nos dirigeants aiment et se préoccupent des blancs plus qu’ils ne s’occupent de leurs propres citoyens. Je ne sais pas s’ils nous considèrent comme des Ougandais”, dit Florence Nassaka. “Si vous essayez de marcher sur cette terre, ils vont vous arrêter pour cause d’avoir marché sur la terre de l’homme blanc.”

Ce sentiment est partagé par le leader de la communauté Benon Baryaija. “C’est pour cela que nous n’avons pas l’impression d’être ougandais. On ne peut pas rester au milieu d’une plantation de soja, de canne à sucre ou de café. Maintenant nous errons sans but dans un pays qui est censé être le nôtre.”

19. Witness Radio, *Multinationals use COVID-19 crisis to violently grab land of poor communities with impunity* : <https://witnessradio.org/multinationals-use-covid-19-crisis-to-violently-grab-land-of-poor-communities-with-impunity/>

20. Witness Radio, «Agilis Partners/Asili Farms resort to torture to disempower and grab land from the poor,» 12 mai 2020 : <https://witnessradio.org/agilis-partnersasili-farms-resort-to-torture-to-disempower-and-grab-land-from-the-poor/>



L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique rassemble les producteurs de les petits éleveurs, les pêcheurs, les peuples autochtones, les réseaux de paysans, des groupes de la société civile et des militants à travers l'Afrique pour créer une voix plus forte pour la défense de la souveraineté alimentaire.

P.O.Box 571 Kampala, Ouganda

Email : afsa@afsafrika.org

Site web : www.afsafrika.org



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité.

Girona 25 pral., 08010 Barcelone, Espagne

Email: grain@grain.org

Site web: www.grain.org

Tel: +34 93 301 1381



Witness Radio Organisation est une organisation à but non lucratif basée en Ouganda qui travaille à la protection et à la promotion du respect des droits de l'homme dans les projets de développement.

Plot 28, Prof. Nsibambi Road, Bulange, Kampala, Ouganda

P.O. Box 16882 Wandegeya

Email: info@witnessradio.org

Site web: www.witnessradio.org

Tel: +256 (0) 414 697221

Merci au centre juridique des défenseurs de l'environnement,
à Kiiza & Mugisha avocats
et au Food Rights Alliance
pour leur aide pour ce rapport.